

<https://www.snetap-fsu.fr/Pour-un-Enseignement-Agricole-Public-fort-Declaration-liminaire-du-CNEA-du.html>



Pour un Enseignement Agricole Public fort !

Déclaration liminaire du CNEA

du mardi 27 janvier 2026

Déclaration de l'élan commun

dans les instances - Conseil National de l'Enseignement Agricole (CNEA) -
Date de mise en ligne : dimanche 1er février 2026

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Ce [CNEA](#) de début d'année 2026 s'ouvre sur un constat alarmant et un paradoxe désormais familier dans l'Enseignement Agricole Public : jamais les attentes à l'égard des établissements, des équipes et des élèves/étudiant·es/apprenti·es n'ont été aussi fortes, et jamais les moyens concrets pour y répondre n'ont été aussi contraints. L'Enseignement Agricole Public, pilier du renouvellement des générations et de la transition agroécologique, est fragilisé par des années de coupes budgétaires et de politiques contradictoires, malgré les objectifs ambitieux de la LOSARGA. Le [PLF](#) 2026 ne rattrape pas le retard : après une [DGH](#) amputée de près de 30 000 heures à la rentrée 2025 et seulement 40 postes rétablis, ou encore 2,6% de coupes budgétaires... Des régions sont par suite à nouveau dans l'oeil du cyclone - on citera ici la Bourgogne-Franche Comté qui perdrait 6,5 [ETP](#) et la Nouvelle Aquitaine 4,5, soit 13 ETP de moins en 2 ans ! Comment accueillir plus d'élèves avec moins de moyens, alors que les effectifs progressent ?

À force de grands discours sur la transition agroécologique, le renouvellement des générations en agriculture et la souveraineté alimentaire, sans investissements à la hauteur, on met en tension un réseau déjà fragilisé, qui tient encore par le professionnalisme et le sens du service public des personnels. Dans le technique comme dans le supérieur, l'écart se creuse entre les discours et la réalité vécue dans les [EPLEFPA](#), les établissements d'enseignement supérieur, les [CFA](#), les [CFPPA](#), les exploitations et ateliers technologiques.

Nous n'acceptons pas que les établissements publics restent les variables d'ajustement budgétaire, quand les effectifs d'élèves, d'étudiant·es et d'apprenti·es augmentent et que les besoins d'accompagnement explosent. Dans la plupart des lycées, la pénurie de personnels enseignant·es, [CPE](#), [AESH](#), AED, administratifs et techniques fragilise la réussite des jeunes, dégrade les conditions de travail, ce qui nourrit d'autant une crise profonde d'attractivité des métiers. A cela s'ajoutent la précarité et une pauvreté qui s'accentuent chez de nombreux·ses contractuel·les ([AESH](#) et AED) ; leurs missions sont pourtant pérennes et essentielles !

Nous n'acceptons pas que, sous couvert de logiques partenariales, des attelages public/privé soient envisagés ici et là (exemple de projet de classe mixte contre-nature en Bretagne jusqu'à imaginer un internat commun [LEGTPA](#)/MFR), de même qu'en cette période de salons et JPO nous continuons à dénoncer haut et fort le non respect des publicités du privé. M. le [DGER](#), quand allez-vous enfin prendre vos responsabilités ?

En ce début d'année 2026, l'Élan commun souhaite d'abord rappeler avec force son attachement à un Enseignement Agricole Public, émancipateur, inclusif et porteur des valeurs de la République. Cette ambition ne peut exister que si les personnels, les élèves/étudiant·es/apprenti·es et les établissements disposent des moyens humains, matériels et pédagogiques nécessaires pour remplir leurs missions. Nous ne nous résignerons pas à voir l'enseignement agricole devenir un service minimum au rabais, ni à laisser une logique d'entreprise se substituer au sens éducatif propre à nos missions. Nous continuerons à défendre un modèle d'école agricole publique ambitieuse, humaniste, écologique et sociale. Un plan de titularisation des contractuel·les est également urgent et indispensable !

L'[EAP](#) doit redevenir le levier majeur du renouvellement des générations agricoles et de la souveraineté alimentaire, pas un service fragilisé au profit du privé. L'heure doit être au renforcement des EPLEFPA, LEGTPA, CFA, CFPPA et exploitations, pas à leur affaiblissement progressif... telle cette prétendue mesure de "simplification" très sarkozyste commandée de Matignon à notre ministre qui consisterait à mutualiser ou fusionner des [EPL](#) à l'échelle départementale ! **Parce qu'on ne forme pas les générations futures avec des établissements à genoux, parce que l'agriculture résiliente exige un service public fort ! UN ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC FORT !**

[Voir aussi L'essentiel du CNEA](#)